

Le Luxembourg, un pays pluriel

Un siècle d'immigration et d'intégration

En novembre 2000, le CLAE (Comité de liaison et d'action des étrangers) avait organisé un colloque interdisciplinaire sur le thème "Un siècle d'immigration au Luxembourg". Les actes de cette rencontre réunissant vingt-quatre intervenants, experts en sociologie, en histoire, en ethnologie, en économie voire en linguistique, viennent de paraître. Ils ont été publiés par la revue thionilloise "Passerelles" en coédition avec le "Lëtzebuerger Land". Le résultat est un ouvrage qui fait le tour de quelques défis majeurs auxquels le Luxembourg est confronté à l'aube du 3e millénaire : immigration, intégration, démocratie pour tous ...

L'arrivée des Italiens

Dans sa contribution sur le passé et l'avenir de l'immigration, Jean Langers rappelle une théorie très simple qui explique l'origine des flux migratoires. Il y a deux catégories de pays: "Ceux qui disposent d'une main-d'œuvre surabondante, mais de peu de capitaux. Dans les autres, au contraire, c'est la main-d'œuvre qui est relativement rare, alors que les capitaux existent à profusion." Le clivage entraîne tout naturellement des migrations qui vont dans le sens de pays pauvres vers pays riches. Depuis maintenant plus d'un siècle

le Luxembourg fait partie du club très restreint des Etats riches. Lorsqu'il a réalisé sa révolution industrielle à la fin du 19e siècle, le Grand-Duché a cessé d'être une nation pauvre en même temps qu'une terre d'émigration. Il s'est établi durablement comme terre promise, attirant des vagues successives d'immigrants. Suivant en cela l'interprétation des historiens luxembourgeois (Gilbert Trausch), Albano Cordeiro prétend que les deux premières vagues, allemande et italienne, auraient été la conséquence d'un choix fait par les Luxembourgeois, ce qu'il appelle "le grand choix de l'histoire du Luxembourg". La population luxembourgeoise aurait choisi de rester essentiellement rurale et de ne pas aller travailler dans les usines et les mines. Les patrons de la sidérurgie naissante auraient été contraints de faire appel à une main-d'œuvre venue d'ailleurs, d'Allemagne pour ce qui est des postes qualifiés, d'Italie en ce qui concerne le prolétariat. Cependant tout ceci repose sur des spéculations. Jusqu'à présent il n'existe aucune étude sociologique ou démographique sérieuse qui démontre l'existence effective d'un tel blocage mental chez la population luxembourgeoise. Combien sont-ils à s'embaucher dans les premières usines qui surgissent sur la minette ? Les besoins de l'industrie lourde qui connaît un développement foudroyant à la veille de la Première Guerre mondiale, ne dépassent-ils pas d'emblée le faible potentiel démographique du pays de sorte qu'un recours à l'immigration devient incontournable ?

Le village minier
de Moulaine:
La fanfare 1930



L'agriculture luxembourgeoise, peu mécanisée, aurait-elle été capable de libérer plus de bras ? Une étude comparative des comportements migratoires, comme l'a réalisée Piero-D. Galloro pour les "Abruzzese" venus dans les bassins industriels de Lorraine et de Luxembourg, peut également apporter des éclaircissements. L'immigration serait à la fois due à des push factors (salaires misérables et chômage important dans le pays d'origine) qu'à des pull factors (politiques de recrutement initiées par les employeurs et les gouvernements des pays d'accueil). Les immigrés italiens sont au départ majoritairement des travailleurs célibataires, sans famille, qui au bout d'un certain temps retournent dans leur patrie. Jusqu'aux années cinquante quand elle devient enfin familiale, l'immigration est marquée par une forte rotation. Elle sert d'ailleurs de tampon conjoncturel. Chaque crise économique se traduit par une forte baisse du pourcentage d'étrangers (p.ex. entre 1930 et 1935 la population étrangère diminue de 55.831 à 38.369 personnes). Malgré la rotation permanente de la main-d'œuvre immigrée, celle-ci a eu un impact sur l'évolution sociale et politique du Luxembourg, influence que l'historiographie luxembourgeoise traditionnelle a trop souvent négligée. Henri Wehenkel montre que par les grèves, les manifestations, la presse ouvrière, les militants italiens ont préparé le terrain aux syndicats de masse qui naissent en 1916. Au cours des années 1920 et 1930, ce sont les communistes et les anarchistes italiens, poursuivis par la police grand-ducale, qui font prendre conscience de la menace fasciste.

L'immigration portugaise prend le relais

Dans les années 1950 le flux migratoire en provenance de l'Italie se tarit. Le Luxembourg se tourne vers d'autres pays exportateurs de main-d'œuvre. A partir du début des années 1970 quand le Luxembourg signe un accord diplomatique avec le Portugal, l'immigration portugaise prend son envol. Aujourd'hui les Portugais forment la communauté étrangère la plus importante au Luxembourg. Ils représentent 13,5% de la population totale et 36,1% de la population étrangère. L'immigration portugaise est une immigration familiale. Dans le couple portugais, les deux partenaires vont travailler, ce qui permet de cumuler les salaires et d'économiser en vue d'un retour hypothétique. Claude Frisoni remarque à juste titre que l'arrivée de nouveaux migrants accélère l'assimilation des anciens arrivants. Les Italiens finissent par être acceptés comme "Néo-Luxembourgeois" alors qu'au début on leur reprochait d'être bagarreurs, de mépriser leurs femmes, d'être trop religieux. Désormais se sont les Portugais qui suscitent des réticences auprès de la population luxembourgeoise. On



Le village minier
de Moulaine:
Club de foot
1930

assiste à la naissance de "frontières intérieures" au sein de la société luxembourgeoise. Chaque communauté vit repliée sur elle-même. Le refus d'intégrer les clubs de football portugais dans le championnat "national" luxembourgeois est un bon exemple de ce cloisonnement. Un système scolaire en total déphasage avec la réalité sociale du pays (Fernand Fehlen) tend à consolider les inégalités en défavorisant les enfants de l'immigration. La contribution de Lucien Blau montre que la xénophobie et l'intolérance ne sont pas absentes de l'histoire du Luxembourg. La disparition de la nation luxembourgeoise, la dénatalité, la submersion des "Luxembourgeois de souche" sont des thèmes récurrents du discours xénophobe pendant tout le 20^e siècle. Cependant la hantise de la perte de l'identité nationale est d'autant moins fondée que les Luxembourgeois en tant que race pure, culture vierge ou civilisation propre, n'ont jamais existé ! Dans un survol succinct de l'histoire luxembourgeoise, Michel Pauly met en évidence que, de la préhistoire au 21^e siècle, le territoire qu'on nomme aujourd'hui Luxembourg, a connu des brassages d'immigration et des mélanges culturels.

Vers la citoyenneté européenne

Au cours des années 1990 le Luxembourg est confronté à l'arrivée de deux vagues massives de réfugiés de l'ancienne Yougoslavie. Il accueille 2000 demandeurs d'asile de 1992 à 1993 et 4600 de 1998 à 1999. Cet afflux a provoqué des discussions sur la distinction à faire entre " vrais réfugiés " et " faux réfugiés " et s'est traduit par un durcissement de la pratique à l'égard des autorisations de séjour. La politique d'asile des autorités luxembourgeoises semble plus soucieuse de se protéger des réfugiés que de protéger les réfugiés. (Sylvain Besch) Il est certain que la politique du gouvernement à l'égard des immigrés a également été déterminée par les accords de Schen-

**Claude Frisoni
remarque
à juste titre que
l'arrivée de
nouveaux
migrants
accélère
l'assimilation
des anciens
arrivants.**

gen et l'introduction de la citoyenneté européenne. La convention de Schengen a aboli les frontières intérieures au sein de la Communauté européenne en même temps qu'elle a renforcé les contrôles aux frontières externes rendant plus difficile l'accès sur le territoire communautaire. De cette manière elle a contribué à diffuser l'idée d'une "Europe-forteresse". La poursuite du processus d'unification européenne au cours des années 1990 (traité de Maastricht) a conduit à la mise en place d'une citoyenneté européenne qui se superpose à la citoyenneté nationale. En 1999 les étrangers, ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, ont pour la première fois participé aux élections communales et européennes au Grand-Duché. Ceux qui à l'instar du "Groupe fir d'Letzebuurger Souveränitéit" avaient craint un raz-de-marée des étrangers, ont été contredits. La participation des non-nationaux aux élections s'est avérée très faible. Afin de limiter l'impact des électeurs étrangers, le législateur avait utilisé largement les dérogations permises par les directives européennes notamment en ce qui concerne la durée de résidence et l'interdiction de listes composées majoritairement de candidats non-luxembourgeois. A noter aussi que les ressortissants de pays tiers c.-à-d. non communautaires restent toujours exclus de la vie politique ! Ce constat d'un déficit démocratique manifeste a poussé le CLAE à militer pour l'égalité des droits entre tous les citoyens-résidents du pays et l'élargissement du droit de vote en direction des non-communautaires.

Un siècle d'immigration au Luxembourg. Actes du colloque organisé par le CLAE sous la direction de Fabrice Montebello, in: Passerelles. Revue d'Etudes Interculturelles, N° 22 (2001), Co-édition : CLAE, D'Letzebuurger Land, Passerelles Revue d'Etudes Interculturelles, ISSN: 1147-9299, Prix: 22 Euros.

Un scénario pour l'avenir

Si l'immigration continue au rythme actuel (4000 entrées par an) et si la fécondité augmente quelque peu, le Grand-Duché comptera 700.000 habitants en l'an 2050. Dans cette perspective les nationaux finiront par devenir minoritaires en moins de 20 ans. Ils le sont déjà aujourd'hui sur le marché de l'emploi qui ne peut être alimenté convenablement que grâce à l'apport croissant des frontaliers. Moins de 40% des salariés occupés sur le territoire économique du Luxembourg sont encore des autochtones. Le nombre des frontaliers dépasse actuellement les 90.000, soit plus de 36% de l'emploi total. Face à cette évolution on croit observer chez beaucoup de Luxembourgeois un repli sur soi. La langue luxembourgeoise devient le dernier rempart des autochtones pour se protéger de la concurrence des nouveaux venus. Les "nationaux" se retirent dans quelques secteurs protégés ou réservés telle la fonction publique. Une politique d'intégration bien comprise doit aller à l'encontre de la formation de ghettos qu'ils soient culturels ou économiques et prévenir la sur-valorisation des appartenances identitaires. Les organisateurs du colloque n'ont pas de panacée à proposer mais ils plaident pour un partage du pouvoir entre nationaux et étrangers au sein de la société luxembourgeoise. La démocratie pour tous reste le meilleur remède aux multiples défis qui se présentent au Luxembourg à l'aube du 3e millénaire.

Guy Thewes



La mine du Thillenber
1929

Toutes les photos sont
tirées du livre recensé